

**Table ronde russo-malienne sur le néocolonialisme
au Sahel : Diversification des partenaires et renforcement
de la souveraineté nationale**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 14 FÉVRIER 2024

1523

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise politique au sein de la CEDEAO

Une session extraordinaire

tenue à Abuja



Crise au Sénégal :
Les manifestations violemment dispersées



Crise politique au Sénégal
Bola Tinubu en visite à Dakar

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

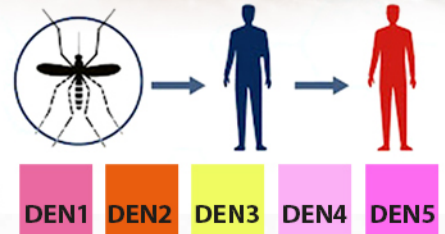


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



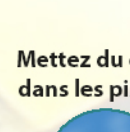
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.13



P.21



P.32



/ Une /



Crise politique au sein de la CEDEAO
Une session extraordinaire tenue à Abuja

P.4

/ Breves /



Secteur 5 de l'Opération Maliko : Le Chef d'Etat-major Général Adjoint des Armées sur le terrain
AEEM : Organisation d'une journée de don de sang au profit des FAMA
Maison des Aînés : Du personnel de l'INPS décoré pour service rendu à la nation
Ministère de la Refondation de l'État : Une délégation de l'IRI reçue
Rencontre de haut niveau à Koulouba : Kate FOSTER reçue par Abdoulaye Diop
Ouagadougou : Préparation d'une réunion des hauts fonctionnaires de l'espace
Lutte contre les maladies : Le MSDS renforce les capacités de plusieurs structures

P.13
P.14
P.15
P.16
P.17
P.18
P.19

/ Actualité /



Ministère des Maliens de l'extérieur : Ça sent la malversation sur les Fonds COVID
Dr. Lamine Keita, économiste, sur la sortie du Mali de la CEDEAO :
"le Mali évitera une perte de plus de 120 milliards de FCFA en droits de douane"
IER : Le BVG relève des irrégularités

P.21
P.23
P.27

/ Politique /



Table ronde russo-malienne sur le néocolonialisme au Sahel : Diversification des partenaires et renforcement de la souveraineté nationale
Transition : La plateforme ANW KO FASOKO fait le diagnostic l'actualité nationale
Dialogue inter-maliens : Ce que l'on attend du comité de pilotage
Honorable Fousseynou Ouattara du CNT : " l'AES ne peut cautionner la fuite en avant des leaders de la CEDEAO "

P.31
P.32
P.35
P.36

/ Culture & Société /



Bamako
Croisade contre l'insalubrité et l'occupation anarchique des voies publiques

P.38

/ International /



Crise au Sénégal : Les manifestations violemment dispersées
Crise politique au Sénégal : Bola Tinubu en visite à Dakar

P.39
P.41

/ Sport /



Nid des Aigles :
Éric Sékou Chelle, au-dessus de la mêlée ?

P.42

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- Gérant: Moctar Sow
- Rédacteur en Chef:
- Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- Service Commercial: Youssef Diarra
- Secrétariat: Fatou SISSOKO



Crise politique au sein de la CEDEAO

Une session extraordinaire tenue à Abuja

La CEDEAO travaille en collaboration avec les États membres pour promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, ainsi que la responsabilité et la transparence. C'est ce qu'a affirmé le Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Dr. Omar Alieu-Touray, à l'issue de la session extraordinaire du Conseil de médiation et de sécurité (CSM) au niveau ministériel.

Lors de la réunion qui s'est tenue à Abuja, au Nigéria, le Conseil a appelé

le Burkina Faso, le Mali et le Niger à poursuivre un dialogue et une réconciliation soutenus. Il a souligné l'importance cruciale de la diplomatie et de l'unité face aux défis régionaux.

Le Dr Alieu-Touray a mis en avant les aspirations des citoyens de la CEDEAO en matière de bonne gouvernance, en soulignant que les populations de la région réclament des gouvernements responsables et démocratiques. Il a également souligné que la CEDEAO doit refléter ces aspirations et a déclara-

ré que plusieurs protocoles ont été révisés pour les prendre en compte.

Le Dr Alieu-Touray a ajouté que la volonté du peuple n'est pas de s'écarter des principes démocratiques, de la transparence et de la participation populaire à la gouvernance. Au contraire, la CEDEAO incarne ces valeurs et continuera à travailler avec chaque État membre pour les promouvoir.

La CEDEAO a appelé le Burkina Faso,



le Mali et le Niger à privilégier le dialogue et la réconciliation concernant leur éventuel retrait de la communauté. L'organe régional a souligné la nécessité critique de la diplomatie et de l'unité face aux défis régionaux lors de sa session extraordinaire du Conseil de médiation et de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères du Nigéria et président du CMS, l'Ambassadeur Yusuf Tuggar, a affirmé que le retrait du Burkina Faso, du Niger et du Mali constitue un défi, mais que les membres de la CEDEAO sont encouragés par l'esprit de coopération pour résoudre cette situation et défendre les valeurs communautaires.

Ainsi, il est essentiel de faire pro-

gresser la dynamique engendrée lors de cette session et de poursuivre les efforts de dialogue avec les États membres concernés dans un esprit de compréhension et de réconciliation. La CEDEAO continuera à travailler activement avec tous les États membres pour promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et les idéaux de transparence et de participation populaire à la gouvernance. L'ambassadeur Tuggar a souligné l'impact négatif que le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger pourrait avoir sur leurs citoyens. Il a également souligné que cette décision de se retirer de la CEDEAO pourrait non seulement créer des difficultés pour les populations de ces pays, mais aussi compromettre les efforts d'intégration régionale. L'am-

bassadeur a renforcé l'engagement de la CEDEAO en faveur du dialogue, de la diplomatie et de la réconciliation en tant que base de son approche pour résoudre les conflits au sein de la communauté.

En ce qui concerne les conséquences de telles décisions sur le processus d'intégration général, l'ambassadeur Tuggar les a qualifiées de revers mineur plutôt que de rupture totale de l'intégration. Il a souligné les mouvements considérables et l'interconnexion des populations au sein de la région de la CEDEAO, mettant en avant les réalisations actuelles dans le cadre de l'intégration, malgré les difficultés actuelles.



Outre l'intégration régionale et la diplomatie, la session du Conseil s'est concentrée sur la question urgente du terrorisme. Une décision importante a été prise en appelant à mobiliser la Force de réaction de la CEDEAO pour combattre la menace existentielle du terrorisme qui pèse sur la communauté, y compris au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Malgré l'imposition de sanctions, la CEDEAO continue de soutenir ces pays dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme.

Le président de la Commission de la CEDEAO, S. Excia. Dr Omar Alieu Touray, a affirmé que la CEDEAO reste déterminée à répondre aux aspirations de ses citoyens en matière de gouvernance responsable et démocratique. Il a souligné que la CEDEAO est passée d'une organisation des États à une organisation du peuple, où les exigences de la gouvernance démocratique et de la transparence sont primordiales. Le Dr Touray a également souligné l'engagement de l'organisation à promouvoir ces idéaux dans tous les États membres.

À la fin de la session, la CEDEAO a réitéré son engagement à promouvoir la bonne gouvernance, renforcer les institutions et assurer le bien-être de ses citoyens. La communauté est unie dans ses efforts pour le dialogue, la réconciliation et la lutte contre le terrorisme, en intégrant l'esprit de coopération et d'unité qui définit la CEDEAO.

■ Karamoko B Keita

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI

2024

l o a d i n g . . .

Aminata TOURE



@aminatatourekkl

Déclaration conjointe des anciens présidents Pour la stabilité du pays, il faut aller à l'élection présidentielle car Macky Sall ne sera plus président à partir du 2 avril. Tous les sénégalais sont aujourd'hui préoccupés par la préservation de la paix au Sénégal. Il faut rappeler que Le Président

@Macky_Sall

n'a cessé d'agresser notre Démocratie bâtie par des générations de militants de la Démocratie. Lors des manifestations de Mars 2021 et de 2023, de nombreux jeunes sénégalais ont été tués lors des manifestations et plus de 2000 jeunes croupissent toujours en prison. La presse n'a pas été épargnée avec l'arrestation de nombreux journalistes et la coupure du signal de chaîne de télévision. Je reste convaincue que la meilleure manière de préserver notre stabilité légendaire c'est de respecter la Constitution du Sénégal en organisant l'élection présidentielle à la date échue du 25 février car il ne peut être question d'une extension illégale du mandat du Président Macky Sall au delà du 2 avril prochain, fin de son second mandat. Après l'élection du nouveau Président de la République, de larges concertations pourront se mener pour mettre fin à l'hyper-présidentialisme et mettre en application les recommandations des Assises nationales afin de consolider les bases de notre Démocratie et de notre Etat de Droit. #FreeSenegal



MOUNTAGA TALL



Me MOUNTAGA TALL a assisté à la soirée culturelle panafricaine organisée en marge de la rencontre Internationale des Détenteurs de Savoir Occultes Africains, initiée par Pr Babou Niang au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba, ce dimanche 11 février 2024.



Malick Konate



EDM, coupez le courant jusqu'à demain 12h. Le peuple patriote est avec vous. Vous avez le soutien du peuple!
#Bèki_Takè

Issa Kaba



Dans le noir depuis hier 16h nous avons été privé de la finale il est 21h nous sommes toujours dans le noir. Eh Dieu avons nous fait quelque chose à EDM?

■ Ammy Baba Cisse



Arrêtez de vous en prendre à EDM SA. Le problème c'est ceux qui ont proposé dignité et souveraineté dans une historique obscurité. Seul Dieu est fort!

■ Malick Konate



**Soyons jaloux, mais ne soyons pas égoïstes.
Je le répète : Soyons jaloux, mais ne soyons pas égoïstes.
Je le répète une dernière fois : Soyons jaloux, mais ne soyons pas égoïstes.
#Bèki_Takè**

■ Ouverture Média - OM



OM INFO : Hamidou Doumbia

L'Etat malien envisage de lever des dettes pour un total de 1443 milliards de FCFA cette année à travers un total de 29 émissions, soit en moyenne un peu plus d'une émission chaque deux semaines (chaque 12 jours)

Il y en a déjà eu 3 entre janvier et Février pour un peu plus de 70 milliards de FCFA

Pour le premier trimestre ils envisagent 295 milliards, pour le second trimestre ce sera 455 milliards, soit 750 milliards pour le semestre 1 ; évidemment tout cela est lié à la disponibilité des investisseurs à souscrire à nos dettes.

Il faut savoir que nos taux d'intérêt ont dépassé désormais une moyenne de 8% soit le deuxième plus élevé de l'UEMOA après la guinée BISSAU, il faut noter que l'émission de 24 milliards faite le 25 janvier l'a été à un taux de 7,6% pour la partie remboursée en 3 mois (vous avez bien lu trois mois) et de 9,9% (donc 10%) pour la partie remboursée en 3 et 5 ans, on voit d'ailleurs un glissement progressif des emprunts vers des échéances de plus en plus taux, ce qui marque la grande défiance des investisseurs à l'égard de notre pays.

1443 milliards au taux de 8% cela fait des intérêts moyens de 115 milliards, soit plus que le budget de la

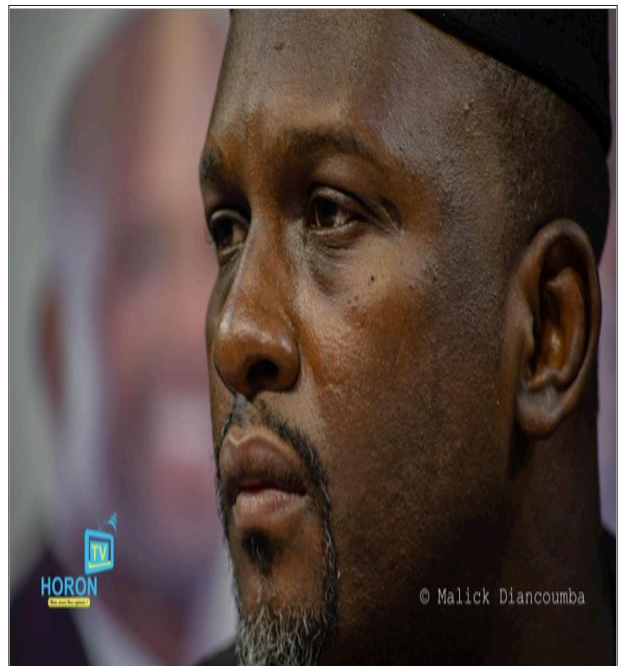
justice et celui de la culture réunis.

Il faut enfin noter que nous avons des remboursements globaux de 646 milliards cette année, à soustraire évidemment du montant global recherché, le solde (un peu moins de 800 milliards) servant à couvrir le déficit budgétaire, ce qui veut dire que nous nous endettons pour rembourser et faire face à nos dépenses de fonctionnement

Sans aucun investissement !!!

Quand on sait que c'est uniquement les investissements (routes, rails, barrages, énergie, usines...) qui permettent de se développer, on est donc condamné à faire du surplace. La situation économique du pays est inquiétante et nous espérons bien évidemment que nos autorités pourront travailler sur ce volet en augmentant et en diversifiant nos ressources internes mais aussi de réduire le train de vie des Institutions pour une répartition équitable des richesses.

NB : je vous conseille de souvent faire un tour sur le site du Ministère des Finances et sur la page Facebook UMOA TITRES .



■ Issa Kaba



Abdoulaye Guindo et Mohamed Dagnoko clarifier votre position: Presse Active où UJRM? Il y a un peu d'ambiguïté dans votre position

Ballo Diakalia



OFFICIEL / début des préparatifs de la coupe du monde U20.

Le nouveau sélectionneur national des Aiglonnets Soumaila Coulibaly et ses protégés débiteront l'entraînement en mars prochain pour enfin préparer la CAN junior.

Allez les Aiglonnets, c'est le Mali qui gagne



J'aime la Guadeloupe / Mwen enmé Gwadeloup -La page-



En cette journée du 11 février, en 1937, naissait Maryse Condé.

UN JOYEUX ANNIVERSAIRE À MARYSE CONDÉ

Maryse Condé, née Maryse Liliane Boucolon, voit le jour le 11 février 1937 à Pointe-à-Pitre, où elle effectue sa scolarité secondaire avant d'arriver à Paris, pour étudier les Lettres Classiques à la Sorbonne.

Elle est journaliste, professeure de littérature et écrivaine d'expression française.

En 1960, elle se marie au comédien Mamadou Condé et part pour la Guinée, où elle affronte les problèmes inhérents aux États nouvellement indépendants.

Aujourd'hui, Maryse Condé a choisi de se retirer en Occitanie

Elle a partagé sa vie entre les États-Unis, où elle a enseigné la littérature française, et la Guadeloupe pendant quelques temps. C'est « l'écrivaine » la plus célèbre des Antilles. Cette notoriété s'est forgée au fil de ses livres. Romancière et essayiste, elle débuta sa carrière d'auteur avec des ouvrages de fiction et une réflexion sur la littérature orale en Guadeloupe et en Martinique, *La civilisation du bossale* (1978), ainsi que sur des romancières antillaises de langue française, *La parole des femmes* (1979). *Ségou*, une saga qui se déroule au Mali dans le royaume bambara et relate, sur quatre générations, l'histoire d'une famille, connaîtra un grand succès populaire.

À la recherche de ses racines, Maryse Condé passera de nombreuses années (1960-1972) en Afrique (Côte-d'Ivoire, Guinée, Ghana, Sénégal). « Il fallait, expliquait-elle, que je fasse ces voyages, il fallait que j'éteigne en moi mon désir d'ailleurs pour réaliser, enfin, que je ne pouvais trouver mon identité que chez moi. » De cette quête naîtront *Moi, Tituba, sorcière noire de Salem*, un roman sur l'intolérance et le racisme, *La Vie scélérate* ou *Traversée de la Mangrove*. Célèbre pour son franc-parler, elle ne cache pas son engagement en faveur d'une solution politique donnant aux Antilles les moyens de décider de leur avenir. Elle aime : Duras, les Blues, Modiano, Faulkner et Fanon. Elle n'aime pas : le capitalisme, la poésie, le manichéisme, les conventions et l'exotisme.

Le lycée de la Tourelle à Sarcelles, devient le premier lycée de France à porter le nom de Maryse Condé.

BIBLIOGRAPHIE

- * Heremakhonon. Paris: 10/18, 1976. Nouvelle édition, *En Attendant le bonheur* (Heremakhonon), Paris: Seghers, 1988.
- * *Une Saison à Rihata*. Paris: Laffont, 1981.
- * *Ségou: Les murailles de terre*. Paris: Laffont, 1984.
- * *Ségou: La terre en miettes*. Paris: Laffont, 1985.
- * *Moi, Tituba, sorcière noire de Salem*. Paris: Mercure, 1986.
- * *La vie scélérate*. Paris: Seghers, 1987.
- * *Traversée de la mangrove*. Paris: Mercure, 1989.
- * *Les Derniers Rois Mages*. Paris: Mercure, 1992.
- * *La Colonie du Nouveau Monde*. Paris: Laffont, 1993.
- * *La Migration des coeurs*. Paris: Laffont, 1995.
- * *Desirada*. Paris: Laffont, 1997.
- * *Le Coeur à rire et à pleurer, contes vrais de mon enfance*. Paris: Laffont, 1999.

- * Célanire cou-coupé. Paris: Laffont, 2000.
 - * La Belle Créole. Paris: Mercure, 2001.
 - * Histoire de la femme cannibale. Paris: Mercure, 2003.
- Théâtre:
- * Dieu nous l'a donné. Paris: Pierre Jean Oswald, 1972.
 - * Mort d'Oluwémi d'Ajumako. Paris: Pierre Jean Oswald, 1973.
 - * Le Morne de Massabielle. Puteaux: Théâtre des Hauts de Seine, 1974.
 - * Pension les Alizés. Paris: Mercure, 1988.
 - * An Tan Revolisyon. Guadeloupe: Conseil Régional, 1989.
 - * Comédie d'amour. Mises en scène: Théâtre Fontaine (Paris, juillet 1993); New York et Washington, D.C. (novembre 1993).

Littérature pour la jeunesse:

- * Haïti chérie. Illustrations de Marcelino Truong. Paris: Bayard, 1987.
- * «Victor et les barricades». Je Bouquine 61 (mars 1989): 13-64.
- * Hugo le terrible. Paris: Sépia, 1991.
- * La Planète Orbis. Illustrations de Letizia Galli. Pointe-au-Pitre: Jasor, 2002.

2016 : le fabuleux et triste destin d'Ivan et Ivana

Ammy Baba Cisse



Les Wagners qui publient des faux billets estampillés des figures des chefs d'Etats de l'AES ne portent pas atteinte au crédit de l'Etat?

MALI TV



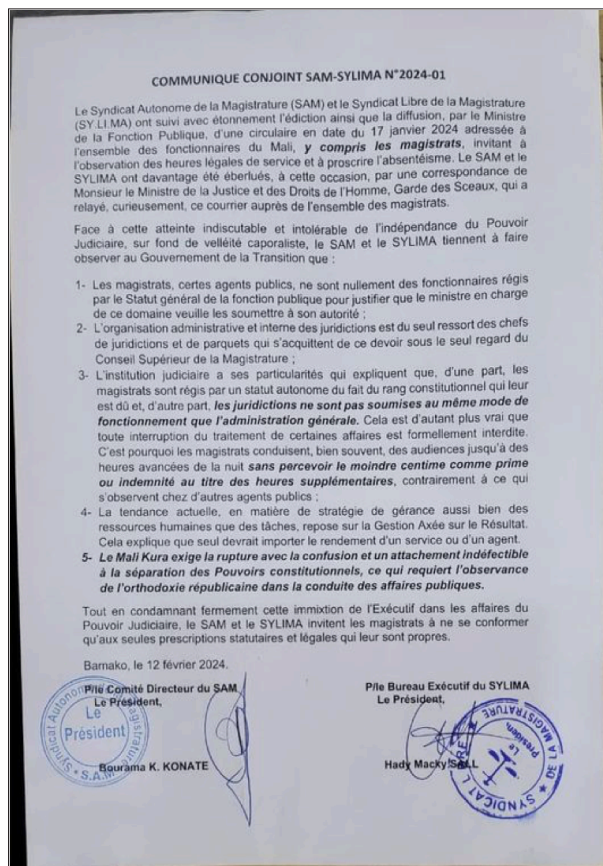
Allah Akbar ! Que ton âme repose en paix Matou Toumani Touré, la benjamine de la famille d'Amadou Toumani Touré « ATT » Tu es parti si vite et jeune. Dors en paix. Qu'Allah t'accorde son paradis



FIGARO DU MALI



Communiqué conjoint du SAM et du SYLIMA sur une circulaire du ministère de la fonction publique, relayée par le ministère de la Justice



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Secteur 5 de l'Opération Maliko : Le Chef d'Etat-major Général Adjoint des Armées sur le terrain

Le Chef d'Etat-major Général adjoint des Armées, le Général de Brigade Kèba SANGARE a effectué, du jeudi 8 au dimanche 11 février 2024, une visite d'autorité dans le Secteur 5 de l'Opération MALIKO. Il était accompagné de plusieurs de ses collaborateurs.

Le CEM-GA adjoint, sur les instructions du Chef d'Etat-major Général des Armées, était venu s'imprégner des conditions de vie et de travail des hommes engagés.

Cette visite a débuté par le Camp Amadou Cheikou TALL de Ségou où le Général SANGARE et sa délégation ont été briffés sur la situation sécuritaire de la zone. Ils ont ensuite visité les installations et les nouveaux bâtiments du Camp et le poste de Sakoïba. Avant de rendre une visite de courtoisie au Gouverneur de région.

L'hôte du jour a profité de ce déplacement pour se rendre à l'Ecole des Sous-officiers de Banankoro. Après une visite guidée de l'école par son Commandant, le Colonel Sidi Lamine TRAORE, le Général Kèba SANGARE s'est entretenu avec les élèves. Il leur a prodigué des conseils afin qu'ils soient à la hauteur des attentes après leur formation.

Au terme de sa visite d'autorité, le Chef d'Etat-major Général Adjoint des Armées est allé à Macina où il a rencontré la troupe. Mais avant, il avait rendu une visite de courtoisie au Préfet de Cercle et aux autorités administratives, coutumières et religieuses de la ville. Après, il a rencontré les Forces de Défense et de Sécurité basées dans cette localité.

Selon le Général Kèba SANGARE, Macina est aujourd'hui dans une situation sécuritaire préoccupante, c'est pour cela que le Chef d'Etat-major Général des Armées lui a instruit de venir échanger avec les FDS et les autorités administratives, coutumières et religieuses de la ville dans le but de trouver ensemble une solution rapide et définitive à cette situation. Il a déclaré avoir trouvé des hommes très engagés et déterminés. Il les a exhortés à redoubler d'efforts pour relever le défi que les plus hautes autorités et la population tiennent à cœur.

Le Coordinateur du Sous-secteur-Est Secteur 5 de l'Opération MALIKO, le Commandant Bacary FABE, a apprécié à sa juste valeur cette visite de la délégation du Général SANGARE. Il a affirmé que le moral des hommes est reconforté chaque fois qu'ils reçoivent une telle visite du commandement. Et a ajouté que malgré les difficultés, ses hommes sont engagés à poursuivre leur mission et qu'ils entretiennent une bonne relation avec la population.

1ère CI Sidi MARIKO

Source : DIRPA



AEEM:**Organisation d'une journée de don de sang au profit des FAMA**

Une journée de don de sang au profit des Forces de Défense et de Sécurité a été organisée, le vendredi 09 février 2024, dans l'enceinte du lycée Askia MOHAMED de Bamako, par l'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM). Elle a été présidée par le Secrétaire Général de l'AEEM de la rive gauche, M. Ibrahim DIAWARA. Les professeurs dudit lycée et les membres de ladite Association ont pris part à cette journée.

L'Idéal pour ces jeunes patriotes est de pouvoir collecter 200 poches d'ici la fin 2024. Ce geste symbolise le soutien inlassable à l'endroit des Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission régalienne.

Selon le Secrétaire général de la rive gauche, M. Ibrahim DIAWARA c'est suite à la situation actuelle du pays que l'Association a eu l'initiative d'apporter ce soutien aux FAMA. Il a affirmé que c'est un devoir pour chaque malien d'apporter le minimum de soutien à l'Armée Malienne plus précisément les soldats qui sont sur les théâtres des opérations en défendant la patrie. Il a demandé aux autorités de la Transition de les accompagner dans cette lutte qu'ils mènent. Le Secrétaire Général DIAWARA a ajouté que c'est plus qu'un devoir pour eux de faire ce don de sang pour notre vaillante Armée, de contribuer

et de poser des actes pour la réussite de l'exécution de leur mission.

Le censeur du lycée Askia MOHAMED de Bamako, M. Aboubacar Issa SANOGO a, au nom de tous les professeurs, cette initiative des élèves et étudiants du Mali. « Une poche donnée est une vie sauvée » a-t-il laissé entendre. Il a aussi noté que cet acte doit être pérenniser pour les FAMA pour la population malienne également. M. SANOGO a témoigné sa profonde fierté d'avoir donné son sang pour la défense de la patrie d'où l'initiative de cette journée. Enfin, le censeur a invité tous les Maliens à redoubler d'efforts pour servir les FAMA en matière de sang.

Mamadou N'DIAYE, élève de la 11ème année lettre s'est réjoui d'avoir fait ce don puisque les Forces de Défense et de Sécurité combattent nuit et jour pour la défense de la patrie avant d'ajouter que cette donation montre également aux blessés de guerre qu'ils ne sont pas oubliés. Il a témoigné sa profonde fierté au profit des FAMA qui honorent leur serment, jour et nuit, pour la défense de la patrie.

Nana FOMBA élève de la 11ème année a exhorté ses camarades de venir en aide aux hôpitaux et blessés de guerre, surtout en cette période difficile que notre pays traverse.

Sgt Safiatou SANOGO

Source : DIRPA



Maison des Aînés : Du personnel de l'INPS décoré pour service rendu à la nation

Le 12 février 2024, une cérémonie solennelle s'est déroulée à la Maison des Aînés pour honorer une vingtaine de cadres du secteur de la santé. Présidée par le Médecin-colonel Assa Badiallo TOURÉ, Ministre de la Santé et du Développement social, et en présence du Général de Brigade Amadou Sagafourou GAYE, Grand Chancelier des ordres nationaux, cette cérémonie a été marquée par la reconnaissance exceptionnelle de certains individus.

Parmi les distingués, le Dr Mamadou Bakary DIAKITÉ, Directeur Général Adjoint de l'INPS (Institut National de Prévoyance Sociale), s'est vu attribuer la prestigieuse médaille du Mérite national avec l'Effigie Lion Debout. Cette distinction récompense son engagement inébranlable et son dévouement sans faille envers la nation malienne. Le nom du Dr Mamadou Bakary DIAKITÉ restera désormais gravé dans l'histoire de la reconnaissance nationale, symbolisant l'excellence et le service désintéressé envers la patrie.

Lors de cette cérémonie, les récipiendaires ont également été élevés au grade de Chevalier de l'Ordre national et du Mérite national avec l'Effigie Lion Debout. Cette distinction témoigne de leur loyauté et de leur engagement

indéfectible envers la nation malienne. Cette cérémonie, empreinte de noblesse et de fierté, rend hommage à ces personnalités remarquables qui, par leur dévouement et leur intégrité, incarnent les valeurs les plus nobles de la nation malienne. Leur exemple inspirera les générations futures à suivre leur voie.

En exprimant leur gratitude envers les autorités de la Transition, notamment le ministre de la Santé et du Développement social, Mme KONE Sissi Odile DAKOUO, distinguée Chevalier de l'Ordre National et Directrice Générale de l'ONAPUMA, a pris la parole au nom des récipiendaires. Elle a souligné l'importance de ces distinctions honorifiques et leur reconnaissance envers les autorités pour cette marque de reconnaissance.

Le Ministre Colonel Assa Badiallo TOURE a souligné dans son discours l'abnégation et l'exemplarité des récipiendaires dans leur service. Il a rappelé que les défis à venir exigent une détermination sans faille.

Cette cérémonie de distinction honorifique a mis en lumière l'INPS et son Directeur Général Adjoint, le Dr Mamadou Bakary DIAKITÉ, qui se sont illustrés par leur engagement et leur dévouement envers la nation malienne. Cette reconnaissance souligne l'importance du secteur de la santé et met en avant les personnalités remarquables qui contribuent à l'excellence et au développement social du pays.

Arouna Sidibé



Ministère de la Refondation de l'État: Une délégation de l'IRI reçue

Le Ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, M. Ibrahim Ikassa Maiga, a récemment reçu en audience le Directeur Afrique de l'Institut Républicain International (IRI), M. Gregory Kearns. Cette rencontre a été l'occasion pour M. Kearns de remercier chaleureusement le Ministre pour le soutien précieux et les contributions du ministère aux initiatives de l'IRI au Mali.

Accompagné d'une délégation composée de M. Leandre Banon, Gestionnaire de Programme Résident au Mali, de M. Aboudou Berthe, Directeur de programme Sahel, et de Mme Kadidia Sall, Assistante de programme Sahel, M. Kearns a exprimé sa gratitude envers le Ministre pour son appui continu à la refondation de l'État et à l'implication active des jeunes et des personnes marginalisées dans la vie civique et politique du Mali.

Le Ministre Maiga a assuré à la délégation l'engagement

de son département à accompagner l'IRI dans ses différentes initiatives visant à favoriser la participation des groupes marginalisés dans le processus politique et démocratique du Mali. Il a également partagé avec la délégation les efforts et la vision des hautes autorités maliennes, encourageant l'IRI à aligner ses interventions pour soutenir efficacement ces initiatives.

La visite s'est conclue par une séance de travail conjointe entre la délégation de l'IRI et le Ministère, sous la conduite du Secrétaire Général du département. Cette réunion a permis de renforcer la collaboration entre les deux parties et de discuter des prochaines étapes pour promouvoir la participation civique et politique au Mali.

Cette rencontre témoigne de l'importance accordée par le Ministère de la Refondation de l'État à la participation des groupes marginalisés dans la vie politique du pays. Grâce à la collaboration avec des institutions telles que l'IRI, le Mali bénéficie d'un appui précieux pour renforcer la démocratie et favoriser une participation inclusive de tous les citoyens.

Arouna Sidibé



Rencontre de haut niveau à Koulouba Kate FOSTER reçue par Abdoulaye Diop

Le lundi 12 février 2024, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a reçu en audience Madame Kate FOSTER, Directrice Afrique du Ministère des Affaires étrangères de Grande Bretagne. Cette rencontre avait pour objectif de discuter des questions politiques actuelles, en particulier des développements nationaux et sous-régionaux, ainsi que des efforts en cours pour restaurer la paix et la cohésion nationale au Mali.

Lors de leur entretien, le Ministre DIOP et la Diplomate britannique ont abordé plusieurs sujets cruciaux, dont le processus du dialogue direct inter-malien en cours au Mali. Ce dialogue vise à favoriser la réconciliation et la stabilité dans le pays, en impliquant toutes les parties prenantes maliennes. La restauration de la paix et de la cohésion nationale est une priorité pour le gouvernement malien, et la rencontre avec Madame FOSTER témoigne de l'importance accordée à cette question sur la scène internationale. Dixit le Ministre Diop.

Un autre point abordé lors de cette réunion était le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel de la CE-DEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Ce retrait soulève des interrogations quant aux conséquences pour la région et la coopération régionale en matière de sécurité. La réunion avec la Directrice Afrique du Ministère des Affaires étrangères de Grande Bretagne a permis d'échanger des informations et des points de vue sur ce sujet.

Le Ministre DIOP a exprimé sa gratitude envers Madame FOSTER pour sa visite et a souligné l'importance de la coopération internationale dans la résolution des défis auxquels le Mali est confronté. Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement malien à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires internationaux pour promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable dans le pays.

Cette rencontre entre les deux personnalités témoigne de l'engagement continu des deux pays à renforcer leur partenariat bilatéral et à contribuer aux efforts de stabilisation et de réconciliation au Mali. La coopération internationale demeure essentielle pour surmonter les défis politiques et sécuritaires auxquels le pays est confronté.

Fatou Sissoko



Ouagadougou Préparation d'une réunion des hauts fonctionnaires de l'espace

Ouagadougou - Les travaux de la réunion des hauts fonctionnaires, qui précède la réunion des ministres de l'Alliance des États du Sahel, ont débuté ce lundi 12 février à Ouagadougou. La réunion est co-présidée par les chefs de délégation du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Après la réunion des ministres chargés des questions de développement économique à Bamako, ainsi que la rencontre des ministres chargés des affaires étrangères, cette étape à Ouagadougou marque l'élargissement des objectifs de l'Alliance des États du Sahel aux domaines de la coordination diplomatique et du développement économique.

L'objectif principal de cette réunion ministérielle est de

formaliser cet élargissement et de discuter des modalités de création de la Confédération des États du Sahel. Les chefs de délégation ont encouragé les hauts fonctionnaires à travailler dans un esprit de fraternité et de convivialité afin d'élaborer des projets de documents à soumettre aux ministres.

Pendant trois jours, les hauts fonctionnaires se pencheront sur la mise en œuvre de la Confédération et prépareront la réunion ministérielle ainsi que le sommet des chefs d'État. Plusieurs projets de textes seront élaborés dans le but de garantir une préparation adéquate de ces événements majeurs.

La réunion des hauts fonctionnaires de l'Alliance des États du Sahel à Ouagadougou revêt une grande importance pour la coopération diplomatique et le développement économique dans la région. Elle permettra de renforcer les liens entre les pays membres et de définir des stratégies communes pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

Fatou Sissoko



Lutte contre les maladies : Le MSDS renforce les capacités de plusieurs structures

Sous le leadership de Mme la ministre de la Santé et du Développement social, Colonel Assa Badiallo TOURE, le ministère s'inscrit désormais dans une dynamique de dotation des structures de santé en ressources logistiques et en matériels médicaux en vue de renforcer le système de santé de notre pays.

C'est dans ce cadre que la ministre de la Santé et du Développement social a procédé, ce vendredi 9 février 2024, à la remise officielle de matériels roulants et médicaux destinés au Programme élargi de Vaccination (PEV), à la lutte contre la COVID-19, le VIH, la tuberculose et les Hépatites virales.

Fruit d'un partenariat entre l'Etat du Mali à travers le ministère de la Santé et du Développement social, la Banque mondiale et le Fonds mondial, le lot de matériels est composé de:

Pour la banque mondiale : 485 réfrigérateurs, 60 congélateurs et 78 véhicules 4X4 pour un montant total de 7 320 486 600 FCFA.

Pour le Fonds mondial : cinq (05) véhicules 4X4, trois (3) camions médicalisés, cinq (5) PRADO, cent quatorze (114) Motos pour un montant total de 974 805 165 F CFA.

Selon la ministre, la remise de ces matériels traduit l'engagement des plus hautes autorités du pays et des partenaires techniques et financiers à faire de la vaccination et de la lutte contre les maladies, une priorité.

Aussi, Colonel Assa Badiallo a, au nom de son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokala MAIGA, exprimé toute sa reconnaissance et sa gratitude à la Banque Mondiale et au Fonds mondial qui, dira-t-elle, ont toujours été aux côtés du Mali pour l'amélioration de la santé des populations maliennes.

Source : MSDS





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

Ministère des Maliens de l'extérieur : Ça sent la malversation sur les Fonds COVID



FONDS FORCE - COVID-19

Depuis l'entrée de la COVID-19 au Mali, le pays a enregistré plus de 15 000 cas et 545 décès. Cependant, il semble que la secrétaire générale du ministère des Maliens de l'Extérieur, Nema Guindo, n'ait pas respecté les seuils de la Régie spéciale d'avances.

En effet, selon l'Article 7 de l'Arrêté N°2018-1049/MEF-SG du 11 avril 2018, qui porte sur l'institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du ministère des Maliens de l'Extérieur, le montant total des avances accordées au régisseur spécial ne peut dépasser 1 250 000 000 FCFA.

De même, l'Article 8 du même arrêté précise qu'une avance de 312 500

000 FCFA est mise à la disposition du régisseur spécial. Cette avance est versée par le comptable assignataire après présentation d'une lettre de prélèvement de l'ordonnateur. De plus, il est stipulé qu'aucune nouvelle avance ne peut être accordée avant la justification complète de l'utilisation des fonds précédents.

L'Article 10 de l'arrêté fixe également le montant maximum de disponibilités autorisées pour le régisseur spécial à 1 000 000 FCFA.

Cependant, lors de l'examen des mandats de délégation, des mandats de paiement, des factures, des contrats et des correspondances par l'équipe de vérification du BVG,

il a été constaté que la secrétaire générale du ministère des Maliens de l'Extérieur a autorisé de manière irrégulière, par la Décision N°2020-000036/MME-SG du 24 juin 2020, le mandatement de la somme de 1 500 000 000 FCFA pour certaines activités liées à la prévention et à la riposte contre la COVID-19. Ces activités incluent le soutien aux représentations diplomatiques, la prise en charge des affrètements et des factures d'hôtel. Ces fonds ont été autorisés au nom du régisseur de la caisse d'avances de la Direction des Finances et du Matériel du ministère des Maliens de l'Extérieur.

De plus, Nema Guindo a également autorisé, par les Décisions N°2020-



0091, N°2020-0092 et N°2020-0093/MMEIA-SG du 14 octobre 2020, les mandats N°42, N°43 et N°44 du 16 octobre 2020, respectivement pour les montants de 200 000 000 FCFA, 200 000 000 FCFA et 100 000 000 FCFA, soit un total de 500 000 000 FCFA, au profit de la Régie spéciale d'avances.

Ainsi, le montant total mis à la disposition du régisseur spécial s'élève à 2 milliards de FCFA, dépassant ain-

si le montant maximum autorisé.

Ces irrégularités, combinées au non-respect des seuils de la Régie spéciale d'avances, soulèvent des risques de détournement de fonds publics. En effet, des paiements d'un montant total de 1 milliard de FCFA ont été effectués par des mandats directs, ce qui est préoccupant.

Il est essentiel que des mesures

soient prises pour enquêter sur ces allégations de malversation des fonds COVID-19 et que les personnes responsables soient tenues pour compte de leurs actions. La transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds publics sont cruciales, surtout dans des situations d'urgence telles que la pandémie de la COVID-19.

■ **Karamoko B Keita**

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Dr. Lamine Keita, économiste, sur la sortie du Mali de la CEDEAO :

“le Mali évitera une perte de plus de 120 milliards de FCFA en droits de douane”

Dr. Lamine Kéita est un économiste et ancien vérificateur à la retraite. Il est en même temps auteur de plus d'une dizaine de livres en économie, surtout l'économie dotée de la mesure, une économie qui connaît son objet. Dans cet entretien, il revient sur le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO surtout les opportunités économiques et nos relations futures avec nos anciens voisins de la CEDEAO.

Mali Tribune : Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Cédéao est-il opportun, notamment pour le Mali ?

L'opportunité de la décision appartient aux autorités qui bénéficient de tous les cadres prudentiels de décision pour conduire toute action en conformité avec les intérêts stratégiques du Mali.

Mali Tribune : Qu'est-ce que cette décision peut apporter à notre pays comme avantages ?

Il convient de comprendre que votre question aujourd'hui a un sens grâce à la situation actuelle de ces trois pays regroupés au sein de l'AES, l'Alliance qui aura pris cette décision de s'écarter de la Cédéao, organisation à la création de laquelle ces pays auront contribué, afin qu'elle apporte sa part technique dans le développement de l'ensemble de l'Afrique occidentale.

Par conséquent, avant de savoir ce que cette décision peut apporter à notre pays, il serait prudent et essentiel de prendre un recul pour comprendre ce que cela coûterait à notre pays de rester au sein de la



Cédéao au lieu d'aller contribuer à créer une autre institution.

En effet, le constat est connu de notoriété publique que cette Cédéao a subi des déviations dans l'exécution de sa mission et qui l'auront amenée à s'éloigner de son rôle technique, consistant à faciliter l'intégration économique des pays, pour décider des sanctions illégales, injustes et inhumaines contre la population du Mali ou encore un embargo complet contre le peuple nigérien, y compris sur les médicaments.

Au même moment, en ce qui concerne le Mali, depuis longtemps en lutte comme le terrorisme, l'insécurité aura touché plus de 80 % de notre territoire, malgré la présence massive des armées étrangères dont les radars, drones et satellites n'arrivent jamais à détecter les terroristes se déplaçant, comme en toute sécurité, pour venir attaquer les camps abritant nos armées.

Une telle situation, malgré sa gravité, n'aura suscité de la part de la Cédéao aucune manifestation de solidarité pour la population malienne



ou de compassion, y compris après l'attentat aveugle, barbare criminel contre le bateau transportant des civils innocents.

Le même scénario d'insécurité touchait les pays voisins, dont les frontières poreuses étaient devenues des passerelles pour terroristes qui paraissaient, selon les dires d'un officiel, mieux guidés, mieux aguerris pour attaquer les soldats des pays dans leurs camps pour ensuite disparaître comme par enchantement, en traversant les frontières en l'absence de droits de poursuite au-delà des frontières nationales.

Il s'agit donc d'un Mali meurtri, bafoué et humilié, qui aura vu se déclencher un vaste mouvement populaire de mécontentement organisé autour de la sauvegarde nationale, en ébranlant les autorités politiques du pays, faisant trainer le pouvoir dans la rue et incitant ainsi les cinq colonels patriotes, dans un travail de sursaut national, à récupérer ce pouvoir, entérinant ainsi un coup d'Etat social et militaire,

qui aura mis en place une transition consensuelle.

Désormais, les nouvelles autorités, sous le leadership des cinq colonels appuyés de leur soutien populaire, ont confirmé la voie à suivre, très claire, rappelant les pères de l'indépendance résistant aux envahisseurs coloniaux et consistant en tout premier lieu à rétablir l'intégrité territoriale du pays et la liberté de circulation sur l'ensemble du pays.

Ainsi, la Transition, forte de l'appui et du soutien populaire, aura su fonder une méthodologie géopolitique, au moment où le pays était presque disloqué avec de surcroît la présence massive des armées étrangères hostiles.

Elle aura réussi, dans cet élan populaire, à susciter et galvaniser l'éveil patriotique dans lequel le Malien aura retrouvé l'estime de soi, l'espoir, l'enthousiasme et la confiance. Ce faisant, le Mali exige désormais le respect mutuel et les principes d'égalité dans les rapports éta-

tiques, ce qui exigera de la part de chaque Malien, l'engagement ferme de s'opposer à toute forme d'asservissement ou de domination.

Cet élan souverainiste et contagieux aura fait école au Burkina Faso et au Niger en permettant de susciter et de consolider cette heureuse initiative humaine de la création de l'Alliance des Etats du Sahel destinée à protéger leurs populations et à sauver les ressources immenses de leurs sols et sous-sols.

Ainsi est né ce contexte, un véritable renouveau pour les trois pays, avec une communauté de destin des populations, toutes essouffées et abandonnées devant leur sort face à un terrorisme imposé, mais restées debout et indignées devant ces sanctions illégales et inhumaines administrées par cette institution désormais tortionnaire de la Cédéao.

En effet, cette institution, conçue à l'origine comme technique pour appuyer le développement des pays et le rapprochement des peuples, s'est

trouvée transformée en une institution politique, au-dessus des Etats, administrant des sanctions contre des peuples souverains, et cela à la grande satisfaction de ses bailleurs européens, donneurs de leçons et fiers d'exhiber leur ingérence incestueuse dans les affaires de nos pays, en finissant par convaincre une bonne fois pour toutes, que la Cédéao a échappé à ses créateurs.

Cette Cédéao est désormais dans un rôle de déstabilisation aux mains des puissances colonisatrices, heureusement en perte de vitesse dans un cadre désormais multipolaire de la gestion du développement des pays. Il était donc important pour ces pays de l'AES de tirer les leçons de l'échec de la Cédéao ainsi que de celui des acteurs politiques ayant dirigé pendant plus de trente ans ces pays en manquant d'objectifs de développement et de vision stratégique.

Il nous apparait donc très salulaire, de chercher à s'échapper de ces atteintes graves et manifestes à leur souveraineté, et dont la Cédéao est devenue le centre d'instrumentalisation au mépris de tous ses textes.

Par conséquent, s'il y a un gain certain à attendre de cette décision des pays de l'AES, c'est d'avoir eu le courage de choisir, de créer une nouvelle organisation, quand celle qui existe ne répond plus à sa mission initiale et ne s'en cache même plus.

Mali Tribune : N'ayant pas de débouché direct sur la mer, le retrait du Mali de la Cédéao ne va-t-il pas rendre la vie plus chère pour les Maliens ?

Vous savez, le Mali s'est toujours déclaré pour l'intégration en Afrique et qu'il est même prêt à céder partie de son territoire si les besoins l'exigeaient. Donc le Mali ne participe pas forcément à un projet d'intégration parce qu'il y trouve un gain économique. Tel est bien le cas avec la Cédéao.

En effet, il faut dire que dans l'esprit du colon, les pays continentaux sont considérés comme une source

de pourvoyeurs de produits bruts et comme marché pour les industries qu'il a placées sur la côte.

Ce faisant, l'intégration permet d'alléger les droits de douane sur ces produits industriels d'exportation pour élargir leurs marchés de consommateurs et aussi pour bénéficier des matières premières à bon marché. Dans un cas comme dans l'autre, le Mali subit une grosse perte sur les droits de douane tout en compromettant la naissance de l'industrie nationale.

En retrouvant sa liberté de négociation hors de la Cédéao qui confirme le caractère colonial de ces montages institutionnels en son sein, le Mali évitera une perte de plus de 120 milliards de F CFA en droits de douane et tout en bénéficiant d'une rentrée de plus de 20 milliards supplémentaires sur son budget, selon les projections du gouvernement malien.

Par ailleurs, les pays avec littoral auront investi en infrastructures parce qu'ils en attendent la rentabilisation par l'utilisation qui en sera faite par les pays continentaux et non pas par les pays du littoral. Contraint de retrouver sa liberté d'action et en jouant pleinement la concurrence, le Mali sera largement bénéficiaire quand en plus il disposera de la liberté de fixer une fiscalité de porte plus incitative que dans le cadre de l'intégration et plus respectueuse de sa politique d'industrialisation.

De plus, en s'ouvrant sur le marché international, le Mali pourrait facilement trouver des alternatives à des importations locales en provenance de ces pays voisins tout en développant une politique d'infrastructure plus adéquate, quand en même temps, il pourrait arrêter cette pratique de subvention de la consommation des pays de la Cédéao en produits de bétail et autres produits de base.

Mali Tribune : Le Mali est un pays de migration par excellence, quelles peuvent être les incidences de ce retrait sur nos compatriotes qui vivent dans les pays de la Cédéao ?

D'abord, la Cédéao n'a pas de pays, ce sont les pays qui ont mis en place la Cédéao pour une mission précise, celle d'assister les Etats dans leur effort d'intégration et de rapprochement des populations.

Chacun vit dans la Cédéao en tant que ressortissant de tel ou tel autre pays. Donc les agissements de la Cédéao sans respect pour ses textes affectent tout ressortissant d'un pays membre de la Cédéao au même titre que les populations de l'Alliance.

Ainsi, les fermetures de frontières et les embargos n'ont pas affecté que les pays de l'AES visés. Les populations, dans certains pays ont été amenées à lever les barrières quand leurs autorités n'ont pas supplié les autorités de l'Alliance pour la reprise des activités.

Par conséquent, les pays soucieux de la situation de leurs ressortissants, s'attelleront avec les autorités des pays de l'AES pour décrocher des arrangements dans l'intérêt bien compris des populations des deux pays, aussi bien au plan microéconomique que macroéconomique.

Il s'agira d'une occasion supplémentaire de rapprochement des autres pays de la Cédéao avec l'AES, ce qui serait de nature à susciter l'élargissement de cette alliance ainsi que cela fut pour sa création.

Les pays de l'AES garderont l'initiative d'appliquer, selon les situations, soit la réciprocité, soit l'efficacité de la réplique qui devra être envisagée à chaque occasion.

Mali Tribune : Qu'est-ce que ce retrait de la Cédéao change dans les relations entre le Mali et ses voisins de la Cédéao.

La Cédéao est fondée sur des accords qui n'auront jamais été respectés causant des désagréments aussi bien aux pays de l'AES qu'aux autres pays encore membres de la Cédéao. Ce retrait signifie la création de nouvelles opportunités avec les autres pays membres de la Cédéao, chacun étant soucieux de ses

intérêts propres.

En effet, la Cédéao ne rend pas compte à une population, mais cela n'est pas le cas pour les Etats soucieux de leur souveraineté et qui auront l'occasion de revisiter des intérêts coloniaux qui avaient été jusqu'ici préservés au sein de la Cédéao. Donc une occasion est offerte pour ces pays de l'AES pour avoir des relations plus équilibrées et plus justes avec les autres pays partenaires.

Mali Tribune : Si vous étiez conseiller du président de la Transition, lui auriez-vous conseillé de quitter la Cédéao ?

Le rôle du conseiller n'est pas de gérer selon ses sentiments personnels, mais en fonction d'éléments objectifs conformes à l'intérêt supérieur de la nation et aider ainsi le président à se placer haut dans la réalisation des hauts faits pour la nation. Donc, la décision du président ne peut être liée à la ré-

ponse versatile d'un individu, fût-il conseiller.

Mali Tribune : En tant qu'économiste, quelle mesure suggérez-vous aux autorités pour que la population ne soit pas trop affectée par ce retrait de la Cédéao ?

Il s'agit tout simplement de remplacer une institution défaillante par une autre dans la préservation des intérêts stratégiques bien compris du pays. Le Mali comme chacun des pays encore membres de la Cédéao ont tous intérêt à se rapprocher pour de meilleurs rapports plus bénéfiques pour tous et pour chacun.

Mali Tribune : Quel est le mot de la fin ?

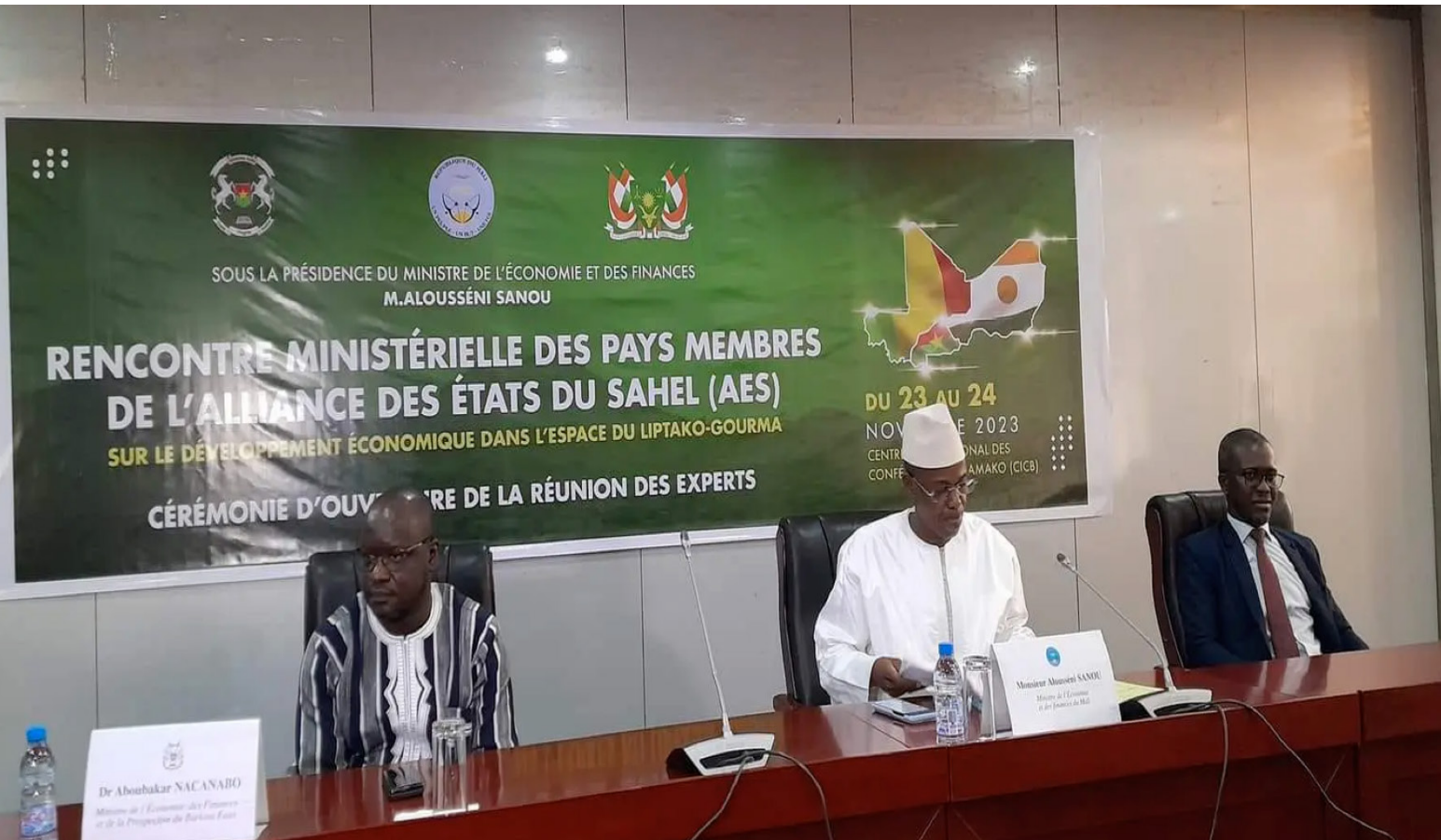
Je me réfère à une idée bien exprimée chez nos pères fondateurs de l'indépendance, selon laquelle, si le colon vous félicite, c'est que vous avez trahi votre pays. A présent, nous devons comprendre que si le colon vous insulte et avec persistance, c'est que vous êtes sur la

bonne voie.

L'histoire est encore toute fraîche pour nous faire comprendre la différence entre ceux-là de nos dirigeants que la France a ouvertement félicités et les autres qu'elle continue d'insulter, malgré leur humilité, leur gentillesse et leur détermination à respecter les autres et à exiger simplement qu'on les respecte également.

Par conséquent, cette Transition aura posé tellement de jalons importants, qu'en ce jour, nous ne pouvons que demander la mobilisation de nos populations dans un élan citoyen souverainiste, pour rendre entier et irréversible notre processus de libération totale, en cours, et qui semble tellement faire honte à l'Occident, et montrant que toute l'Afrique devrait prier pour sa propre victoire finale, celle qui commence dans les pays du Sahel.

■ Propos recueillis par
LK.
MALI TRIBUNE



IER:

Le BVG relève des irrégularités

La présente vérification a pour objet la gestion de l'institut d'économie rurale (IER), au titre des exercices 2019, 2020, 2021 et 2022. Elle a pour objectif de s'assurer de la régularité et de la sincérité des opérations de recettes et de dépenses. Les travaux de vérification ont porté sur le contrôle interne de l'entité, la mobilisation de la dotation budgétaire de l'état, des partenaires techniques et financiers (PTF) et des ressources propres et l'exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Créé en 1960, l'IER est un Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) doté de l'autonomie financière. Il a pour mandat l'amélioration de la production et de la productivité agricole, pastorale et aquacole pour la sécurité et la souveraineté alimentaire ainsi que la préservation de la santé humaine et de la biodiversité au Mali.

La mission de vérification a mis en exergue des irrégularités administratives et des irrégularités financières.

Irrégularités administratives

Au nombre des dysfonctionnements de contrôle interne, l'équipe de vérification a constaté l'absence d'acte de nomination des membres du Conseil d'Administration, l'absence d'un plan annuel de recrutement, le non-respect des dispositions du décret relatives à la tenue des sessions du Comité de Gestion, le recrutement irrégulier du personnel, le non-respect du principe de séparation des fonctions d'Ordonnateur et de Comptable Public, l'emploi irrégulier d'agents contractuels de l'État et de fonctionnaires non détachés, affectés à l'IER, le non-respect des délais convenus dans l'arrêté de détachement, l'absence de contrat de travail avec les agents, l'absence de décision fixant les loyers des logements d'astreinte, l'absence de contrat dans les activités commerciales, la non-tenue régulière des documents de la comptabilité-matières.

Afin de corriger ces dysfonctionnements, l'équipe de vérification a formulé des recommandations dont la mise en œuvre diligente permettra de lever ou d'atténuer les lacunes constatées.

Elle a ainsi demandé au Ministre chargé du Développement Rural de veiller à la nomination des membres du Conseil d'Administration (CA) de l'Institut d'Économie Rurale (IER), de procéder à la relecture de la Décision n°2015-00000792/MDR-SG du



12 novembre 2015 fixant le détail de l'organisation interne et les règles de fonctionnement de l'IER.

Au Directeur Général de l'IER, il a été recommandé d'élaborer et faire valider le plan annuel de recrutement

par le Conseil d'Administration, d'exiger des Centres Régionaux de Recherche Agricole (CRRRA) le respect de la procédure de recrutement définie dans le manuel de gestion du personnel, d'appliquer les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'emploi des agents contractuels de l'État et des fonctionnaires non détachés, de respecter les termes des délais accordés aux personnels détachés, d'établir des contrats de travail avec les agents de l'Institut d'Économie Rurale (IER), de prendre une décision fixant les loyers des logements d'astreinte, de respecter les engagements environnementaux et sociaux dans la mise en œuvre des conventions.

Le Directeur des Ressources Humaines du Secteur du Développement Rural doit respecter les dispositions législatives et réglementaires qui définissent le statut des agents de l'IER.

Aux Directeurs des CRRRA, la mission a demandé de respecter la procédure de recrutement définie dans le manuel de gestion du personnel, de conclure des contrats dans le cadre de l'exécution des activités commerciales et d'exiger le reversement intégral des recettes.

Quant au Comptable-matières principal, il doit tenir l'ensemble des documents de la comptabilité-matières et procéder à la codification des matières.

Enfin, aux Comptables-Matières des CRRRA, la recommandation de la mission de vérification est de tenir les documents de la comptabilité-matières exigés par la réglementation en vigueur, de procéder à la codification des matières.

Irrégularités financières

La vérification a également relevé des irrégularités financières d'un

montant total de 46 264 208 F CFA.

Elles portent sur le non-reversement des recettes collectées au titre des ventes de semences de la Station de Recherche Agricole de Cinzana, le non-reversement des coûts indirects à la Direction Générale, le non-paiement des loyers des logements d'astreintes, le non-paiement des droits d'enregistrement par des titulaires de marchés.

Les faits relevés dans le Rapport de vérification et qui sont susceptibles de constituer des infractions à la Loi Pénale et à la législation budgétaire et financière concernant ces irrégularités financières ont été dénoncés au Procureur de la République chargé du Pôle National Économique et Financier et transmis au Président de la Section des Comptes de la Cour Suprême et au Directeur Général des Impôts.

Ibrahim DIALLOCCOM BVG



BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (BVG)

Après le Vérificateur Général distingué, onze agents décorés

Par Décrets N°2023-0527/PT-RM, N°2023-0528/PT-RMet N°2023-0527/PT-RMdu 20 septembre 2023, Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi GOÏTA, a distingué certains citoyens méritants. Parmi eux, onze (11) agents du Bureau du Vérificateur Général (BVG):

- au Grade d'Officier de l'Ordre National du Mali: M. Famory KEITA, Vérificateur Général Adjoint; M. Abdoul Aziz AGUISSA, Secrétaire Général, et Mme TRAORÉ Djénébou Daffa KONÉ, Chargée de Mission;
- au Grade de Chevalier de l'Ordre National du Mali: M. Drissa Mamadou COULIBALY, Vérificateur et Directeur de la Formation, du Personnel et de la Documentation, M. Djibril DEMBÉLÉ, Vérificateur, et M. Ibrahim DIALLO, Chef de la Cellule Communication;
- à la Médaille de l'Étoile d'Argent

du Mérite National avec Effigie «Lion debout»: Mme Adam SANOGO, Vérificateur Assistant; Mme Aissata DIARRA, Vérificateur Assistant; M. Salif KONÉ, Intendant; Mme TALL Oumou, Secrétaire Comptable, et M. Célestin SIDIBÉ, Chauffeur.

Les récipiendaires des distinctions d'Officier de l'Ordre National du Mali et de Chevalier de l'Ordre National du Mali ont été décorés par le Vérificateur Général, Monsieur Samba Alhamdou BABY, tandis que ceux de la Médaille de l'Étoile d'Argent du Mérite National avec Effigie «Lion debout» l'ont été par le Général Amadou Sangafourou GUËYE, Grand Chancelier des Ordres Nationaux du Mali.

Après avoir adressé ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'État, pour cette marque de reconnaissance au Bureau, le Vérificateur Général dira aux récipiendaires: «Je vous exhorte à défendre vigoureusement les vertus, valeurs et qualités qui ont motivé le choix porté sur vous. Il vous appartiendra donc de continuer à mériter cette confiance à travers un comportement empreint d'exemplarité et de civisme».

Dans ses mots de remerciements, le porte-parole des récipiendaires, le Vérificateur Général Adjoint, M. Famory KEITA, a reconnu que «Recevoir de telles distinctions, singulières par le nombre et la qualité, est un privilège dont nous mesurons la grande portée professionnelle. Elles témoignent de l'invite à un engagement solennel envers les valeurs et les idéaux de notre Nation et un appel à servir davantage le Bureau du Vérificateur Général. Surtout en ce moment cardinal où, sous votre pertinent leadership, Monsieur le Vérificateur Général, le Bureau affirme de plus en plus sa crédibilité et sa valeur ajoutée. Nous en avons grande conscience et notre implication individuelle et collective au succès du Bureau ne fera pas défaut. Nous sommes sincèrement touchés par cette marque d'attention».

À titre de rappel, le Grade de Commandeur de l'Ordre National du Mali a été attribué par Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État à Monsieur Samba Alhamdou BABY, Vérificateur Général, le 26 janvier 2024 au Palais présidentiel de Koulouba.

Bamako, 07 février 2024

■ Source : Inter de Bamako





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Table ronde russo-malienne sur le néocolonialisme au Sahel : Diversification des partenaires et renforcement de la souveraineté nationale

Le 6 février 2024, lors de la table ronde russo-malienne sur le néocolonialisme au Sahel, le Professeur Bréhima Kamena, ancien Ministre, a prononcé une intervention en russe. Il a exprimé sa gratitude envers les organisateurs de cet événement ainsi que tous les participants. Le Pr Kamena a ensuite présenté deux remèdes préconisés contre le néocolonialisme dans la région du Sahel : la diversification des partenaires et le renforcement de la souveraineté nationale.

Le premier remède proposé est la diversification des partenaires. Il existe deux moyens pour y parvenir. Le premier moyen est la coopération Sud-Sud, symbolisée par l'alliance des États du Sahel (AES), dont le Pr Kamena a déjà évoqué l'importance. Ce partenariat revêt une grande signification pour les États du Sahel. Le deuxième moyen de diversification consiste à établir des partenariats avec d'autres puissances mondiales. Un exemple concret de ce type de partenariat est la coopération entre le Mali et la Fédération de Russie, pour laquelle le Pr Kamena exprime sa gratitude.

Le deuxième remède suggéré pour lutter contre le néocolonialisme est le renforcement de la souveraineté nationale. Pour atteindre cet objectif, le Pr Kamena préconise l'indépendance dans la formulation des politiques de développement. À cet égard, il mentionne trois principes énoncés par le Président actuel du Mali, le Colonel Assimi Goita, qui ont également été abordés par les intervenants précédents, en particulier le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur. Ces principes sont désormais inscrits dans la nouvelle Constitution du Mali : 1-le respect de la souveraineté du pays, 2-le respect des choix stratégiques et des partenariats et 3-la défense des intérêts



du peuple malien dans toutes les décisions prises.

Ces trois principes garantissent l'indépendance dans la formulation des politiques de développement.

Le renforcement de la souveraineté nationale peut également passer par l'affirmation de l'identité malienne. Le Pr Kamena souligne l'importance de l'officialisation des langues nationales prévue par la nouvelle Constitution. Il considère cela comme un grand pas vers la souveraineté du pays. En outre, l'affirmation de l'identité malienne nécessite la valorisation de la culture et de l'histoire du pays. À cet égard, le Pr Kamena attire l'attention sur sa tenue vestimentaire, qui reflète l'importance de cette affirmation.

La table ronde russo-malienne sur

le néocolonialisme au Sahel a mis en lumière deux remèdes pour lutter contre cette menace : la diversification des partenaires et le renforcement de la souveraineté nationale. Le Professeur Bréhima Kamena a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et des partenariats avec d'autres puissances mondiales, tels que la Fédération de Russie. Il a également mis en avant les principes énoncés par le Président du Mali et inscrits dans la nouvelle Constitution, qui garantissent l'indépendance dans la formulation des politiques de développement. Enfin, le Pr Kamena a souligné l'importance de l'affirmation de l'identité malienne à travers l'officialisation des langues nationales, la valorisation de la culture et de l'histoire du pays.

Ibrahim Sanogo

Transition :

La plateforme ANW KO FASOKO fait le diagnostic l'actualité nationale



La plateforme ANW KO FASOKO, composée de plusieurs partis politiques, a organisé ce samedi 10 février 2024, au siège du parti de PRVM FASOKO, une conférence-débat sur l'actualité nationale, notamment la fin de l'accord d'Alger, le retrait de la CEDEAO, l'annulation du concours de la fonction publique, le dialogue Inter-Maliens et la situation de Kidal. La cérémonie de cette conférence débat a été présidée par Mamadou Sidibé, président du parti PRVM FASOKO. Au cours de cette conférence, les responsables de la Conférence des Présidents de la plateforme ont fait le diagnostic sans concession de l'actualité natio-

nale dont nous vous livrons la teneur.

I. LA FIN DE L'ACCORD D'ALGER

À la signature de l'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, en mai et juin 2015, grâce à une médiation internationale pilotée par l'Algérie sous l'égide des Nations Unies, les maliens avaient cru au retour de la paix en général au Mali et en particulier dans le Nord du Mali, même si NOUS étions opposés à cette initiative. Au fil du temps, sa mise en œuvre a connu d'importantes difficultés. Dès lors, sa revisite était une impérieuse nécessité.

Quant au Gouvernement du Mali, il a fait des efforts considérables notamment l'opérationnalisation du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC), la mise en œuvre du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) accéléré, l'initiative de la création d'une armée reconstituée, la mise en place des autorités intérimaires, la mise à disposition de fonds de développement économique et l'élaboration des lois relatives à l'organisation territoriale. Ensuite, à l'époque, le Gouvernement du Mali a organisé le Dialogue National Inclusif qui avait pour objectif d'instaurer l'union sacrée entre les maliens.

L'une de nos recommandations depuis la signature de l'Accord fut une relecture judicieuse et inclusive de certaines dispositions du titre II en tenant compte des aspirations du peuple malien. Ce point avait été également recommandé au Dialogue National Inclusif (DNI) et aussi lors des Assises Nationales de la Refondation (ANR).

Aujourd'hui, le temps nous a donné raison. Huit ans après, le processus de la mise en œuvre est au point mort, c'est-à-dire caduc. La plateforme ANW KO FASOKO a pris connaissance des communiqués n°64 et n°65 du Gouvernement de la Transition en date du 25 janvier 2024.

Après une réunion extraordinaire de la Conférence des Présidents de la plateforme, et après analyse de

la situation générale, la plateforme prend acte desdits communiqués.

CONCERNANT L'ORGANISATION D'UN DIALOGUE INTER-MALIENS

- Vu la situation sociopolitique et économique du pays,
- Vu les défis économiques, la crise énergétique, la vie chère et l'insécurité dans certaines parties du territoire;
- Vu les recommandations de la Conférence d'entente nationale;
- Vu les recommandations du Dialogue National Inclusif (DNI);
- Vu les recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR);

Et après une analyse du décret n°2024-0053/PT-RM du 26 janvier 2024 instituant le Comité de Pilotage du Dialogue Inter-maliens pour la Paix et la Réconciliation Nationale, du décret n°2024-0061/PT-RM du 31 janvier 2024 portant nomination des membres du Comité de Pilotage du Dialogue Inter-maliens pour la Paix et la Réconciliation Nationale et le décret rectificatif n°2024-0062/PT-RM du 02 février 2024;

La plateforme ANW KO FASOKO pense que la tenue d'un dialogue inter-malien doit être inclusif à travers la participation de toutes les parties prenantes en cette période cruciale de la vie de notre pays. La plateforme ANW KO FASOKO s'associera à toutes les initiatives pour la Paix et le Cohésion sociale dans notre pays.

La plateforme considère qu'on peut



nullement faire un dialogue pour la Paix et la Réconciliation nationale avec seulement ceux qui sont d'accord avec nous. Il doit être inclusif et élargi en tenant compte de toutes les sensibilités.

La plateforme propose, comme indiqué dans les recommandations des Assises Nationales de la Refondation, la mise en place du Haut Conseil des Légitimités Traditionnelles et aussi la Haute Autorité de la Cohésion et de la Réconciliation qui prendront en charge toutes les problématiques liées à la Paix et à la réconciliation nationale.

L'autre chose appréciable qu'il faut pérenniser, c'est la semaine nationale de la réconciliation pilotée par le Ministère de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale. Ce rendez-vous est un grand atout, un espace idéal et une grande opportunité pour les filles et les fils du Mali pour relever le défi du vivre ensemble.

En sommes, la paix et la réconciliation se résument à une justice juste, équitable et au pardon.

Cela veut dire que la paix ne peut être séparée de la justice et ne peut être réalisée sans pardon. Donc, il est important de rappeler que dans ce processus, la reconstruction de l'état de droit, la consolidation des institutions publiques est un impératif. La construction d'un État obéit certes au droit mais surtout aux compromis politiques.

II. LE RETRAIT DU MALI DE LA CEDEAO

La plateforme ANW KO FASOKO a pris connaissance à travers un communiqué du Gouvernement du Mali lu à la télévision nationale en date du 28 janvier 2024, la décision de retrait de la CEDEAO des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) dont le Mali. Le 29 janvier 2024, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Mali a notifié, à la CEDEAO, la décision du Burkina Faso, du Mali et du Niger de se retirer conjointement et sans délai de la CEDEAO.

Ce retrait n'a pas été une surprise pour nous politiques, observateur de la situation géopolitique régionale. Nonobstant les raisons évoquées, en espérant que les Autorités maliennes ont bien analysé les enjeux, les opportunités et les conséquences de ce retrait, la plateforme ANW KO FASOKO prend acte de cette décision politique.

La plateforme ANW KO FASOKO à travers une commission spécialisée est en train de disséquer les avantages et les inconvénients de cette décision sur l'économie malienne. Dans les prochains jours, la plateforme s'exprimera publiquement sur tous ces détails.

La plateforme ANW KO FASOKO en tant que Mouvement politique espère que ce retrait n'impactera pas sur la tenue des élections programmées et aussi l'engagement pris vis-à-vis du peuple souverain du Mali.

Sous l'égide de son président Mamadou Oumar Sidibé, la plateforme entamera dans les prochains jours une rencontre d'échange avec les acteurs politiques maliens et même

ceux de la société civile.

III. ANNULATION DU CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE

La plateforme ANW KO FASOKO a appris le 5 février 2024 à la télévision nationale l'annulation du concours de recrutement direct de la fonction publique d'État au titre de l'année 2023 par le Ministre du travail, de la fonction publique et du Dialogue social en raison de la découverte d'un vaste réseau de fraude. La plateforme salue cette démarche des Autorités de la Transition qui consiste à assainir les secteurs de la fonction publique.

En attendant l'organisation d'un autre concours crédible, la plateforme invite les Autorités à continuer avec ce cheminement afin que la fonction publique puisse posséder des cadres compétents et loyaux au service de la nation.

IV. SITUATION DE KIDAL

La plateforme ANW KO FASOKO apprécie les efforts consentis par le Gouvernement de la Transition pour le déploiement des services sociaux de base dans les zones conquises par les Forces Armées Maliennes. Ce déploiement doit s'étendre sur l'ensemble du territoire pour un retour progressif des déplacés internes et externes. Enfin, la plateforme invite les Autorités de la Transition à poursuivre le recouvrement de l'ensemble du territoire et le redéploiement des services sociaux de base dans les zones conquises.

Source : Bamada.net

www.malikile.com

Dialogue inter-maliens : Ce que l'on attend du comité de pilotage

Les membres du comité de pilotage du dialogue inter-maliens pour la paix et la réconciliation nationale sont désormais installés et peuvent maintenant commencer leur boulot. Présidé par l'ancien premier ministre, Ousmane Issoufi Maïga, ce comité, composé de 140 membres venus de divers horizons, s'attèlera à restaurer la paix ; à réconcilier les maliens et à consolider l'unité nationale.



Oui, la mission, elle est noble et demeure un sacerdoce pour chacun des membres du Comité qui a bénéficié de la confiance du chef de l'État, Col. Assimi Goïta. Ce qui est sûr, pour atteindre les objectifs escomptés, chacun de ces membres doit forcément disposer d'une légitimité incontestable et se prévaloir d'une notoriété avérée dans le domaine d'intervention pour lequel il a été choisi ou dans sa localité de résidence. La probité intellectuelle et morale, la modestie, la rigueur dans le travail, la patience et la disponibilité, doivent être les valeurs cardinales de l'ensemble des membres. C'est ce qui les conduira à mieux cerner les réalités de l'heure et à prendre en compte les vraies

aspirations du peuple.

Donc, ce dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale ne demandera pas de prêcher la parole évangélique. Il s'agira juste de rompre avec les anciennes pratiques pour travailler à proposer des solutions idoines de sortie de crise. Pour ce faire, le Comité doit prendre langue directement avec les vrais protagonistes afin de disposer des informations fiables de la base au sommet.

La plus grande déception sera de proposer aux Maliens les mêmes approches ou démarches du passé pour avoir finalement les mêmes résultats qui ne reflèteront pas les

réalités du peuple. C'est pourquoi, il faut sortir des sentiers battus en adoptant de nouvelles méthodologies. Il faut surtout éviter la politique du changement du contenant pour garder le même contenu.

En vérité, le peuple malien a assez souffert. Il y a eu des assises nationales ; des états généraux ; des conférences..., dont les retombées tardent toujours à se faire sentir dans le quotidien des Maliens. Et pourtant, ce sont pratiquement les mêmes populations qui ont été consultées pour avis à donner sur les questions de paix, de réconciliation, de développement et de gouvernance...

Enfin, ce dialogue, qui constitue le cadre idéal et privilégié pour la paix et la réconciliation nationale après la mort de l'Accord d'Alger, doit impliquer tous les Maliens quels que

soit le statut ou la localité, afin de débattre les vraies questions de paix et de réconciliation sans tabou et les résolutions qui en sortiront ne devront nullement souffrir de pro-

blème d'application ou de mise en œuvre.

Ousmane BALLO
Source : Ziré

Honorable Fousseynou Ouattara du CNT

” l’AES ne peut cautionner la fuite en avant des leaders de la CEDEAO ”

Le président du collectif pour la refondation du Mali a bien voulu s'exprimer sur les récentes actualités. Une occasion pour le numéro 2 de la commission défense de fustiger les usurpateurs d'identité qui agissent au nom des populations qui désavouent certains agissements.



Le Témoin : Après la Sortie de la CEDEAO, peut-on envisager un dialogue de conciliation au divorce annoncé par l’AES ?

Fousseini DIAWARA : On aurait pu parler le même langage avec la conférence des chefs d'États s'il n'y avait pas de fuite en avant. S'ils avaient reconnu leur part de responsabilité dans les incidences des sanctions adoptées contre nos populations, l'espoir était permis. Avec des gens qui sont dans la mauvaise foi et posent des actes illégaux, l'AES ne peut cautionner ces leaders qui n'ont pas la pleine conscience des actes posés sur le long terme préjudiciable aux peuples souverains.

Après l'installation du comité du Dialogue direct, peut-on dire que le Mali a sa posologie indiquée ?

Je rappelle qu'avec Alger, on cherchait la paix mais les médiateurs et la France avaient des agendas cachés d'où l'arrêt avec effet immédiat après des années à tourner en rond. Les hautes autorités entendent imposer la paix via nos valeurs sociétales. Toutes les forces actives peuvent faciliter des solutions qui mettront en avant notre destin commun. On pourra aussi extirper les ennemis et leurs taupes de nos rangs pour des alternatives pérennes afin que les plaies provoquées par la crise soient cicatrisées.

En tant que vice-président de la commission défense du parlement, savez où nous en sommes avec la reconquête du territoire ?

Que le peuple sache que l'étape de la montée en puissance est close. Nous sommes à l'ère de la stabilisation et j'invite à l'union les Maliens qui furent manipulés par ceux-là qui ne prônent pas le bon voisinage ainsi que les réelles valeurs religieuses du vivre-ensemble. Tous ceux qui ont du sang sur les mains seront jugés et ceux qui détiennent des armes contre le Mali éternel seront détruits.

Qu'est ce qui explique les récentes adhésions au COREMA dans un contexte où la poli-

tique est vue comme un jeu de dupes ?

Sachez que nous avons beaucoup de demandes d'adhésions dont des notabilités et chefferies. Ces leaders coutumiers qui vivent avec des populations sont frustrés de constater que des individus de leurs localités, basés à Bamako, se servent de leur nom pour représenter leur intérêts. Ces derniers mobilisent ainsi des fonds auprès du gouvernement alors que s'ils sont sur le terrain. Ce sont des cailloux lancés à leur en-droit. Désormais les populations ne se reconnaissent plus en ces chefs devenus des notables de Bamako. Le COREMA reste une alternative pour leurs revendications afin que leurs voix soient portées au sommet de

l'État auprès de qui de droit.

Votre mot de la fin

Le Mali vit un moment difficile économiquement et financièrement. Après la promotion de la souveraineté ces temps-ci, le gouvernement a oublié l'économie car ce n'est pas au président de travailler à la place des ministres. Le manque de solutions amène à ce que le Colonel Assimi Goita mette la main à la poche : le gouvernement doit se ressaisir et rendre plus visible son plan d'actions gouvernementales soumis à l'approbation du CNT au nom du peuple pour atténuer la conjoncture.

Propos recueillis par I. Keita

LE TEMOIN

AES



BURKINA FASO - MALI - NIGER

Bamako

Croisade contre l'insalubrité et l'occupation anarchique des voies publiques

La problématique de la gestion des voies publiques était au centre d'une rencontre organisée mercredi 7 février 2024 à la mairie du district de Bamako. Les responsables de la mairie et ses partenaires se mobilisent pour assainir la ville de Bamako et en même temps libérer les voies publiques. Beaucoup de jeunes saluent l'initiative. Cependant, ils espèrent qu'elle sera continue pour une capitale propre.



Le président de la délégation spéciale du district de Bamako explique que des campagnes de sensibilisation seront menées auprès des populations riveraines. Objectif : libérer les voies publiques dit-il. « Il y a beaucoup de parties prenantes. Pour les populations, avant de les déloger, sensibilisons-les pour un changement de comportement. La voie publique appartient à tout le monde. Après, nous verrons quelle disposition faut-il prendre ». Il y aura des bennes qui passeront de porte à porte pour ramasser les ordures.

Cela pourrait pallier l'insuffisance de dépôt de transit » estime l' élu. Les habitants de Bamako suggèrent aux bonnes volontés d'appuyer les élus communaux. Une initiative saluée par certains habitants de Bamako. Toutefois, ces derniers proposent aux autorités la rigueur dans la prise de décision. « Il faut que les autorités prennent des dispositions strictes pour taxer toute personne appréhendée dans ces genres de pratiques », insiste un citoyen.

Un autre habitant de la capitale renchérit « l' idée est bonne mais l'ap-

plication des textes est difficile parce que personne ne joue son rôle ». Il ajoute cependant que « les mairies doivent créer des dépôts d'ordures publiques, les bonnes volontés peuvent aussi contribuer à la libération de ces voies publiques ». À noter que les contrevenants seront exposés à des amendes allant de 5000 à 20000 FCFA. En cas de récidive, ils seront exposés à un emprisonnement de 11 jours à 3 mois et une amende de 1000000 à 3000000.

STUDIO TAMANI

Crise au Sénégal : Les manifestations violemment dispersées



Le Sénégal traverse actuellement une grave crise politique, caractérisée par des manifestations violemment réprimées et la perte tragique de vies humaines. Les forces de sécurité sénégalaises ont violemment réprimé vendredi les manifestations contre le report de l'élection présidentielle et le pouvoir du président Macky Sall.

Les manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, dont Dakar et Saint-Louis. Malheureusement, un étudiant en deuxième année de licence de géographie, Alpha Yoro Tounkara, a perdu la vie lors de ces affrontements. Alpha était non seulement un étudiant brillant, mais aussi un camarade aimé et respecté. Sa mort a été confirmée par un employé de l'hôpital régional, bien que les autorités n'aient pas encore communiqué de bilan officiel.

À Dakar, la police a fait un usage excessif de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui cherchaient à se rassembler aux abords de la place de la Nation. Cette journée de manifestations était un test de force entre le pouvoir en place, la société civile et l'opposition. Les rues principales et l'autoroute ont été bloquées, et les accès à la place de la Nation ont été fermés par les autorités. En réponse, certains manifestants ont érigé des barricades avec des objets de fortune et incendié des pneus.

Malheureusement, les journalistes n'ont pas été épargnés lors de ces manifestations. Reporters sans Frontières a dénoncé le ciblage d'au moins cinq journalistes par les forces de police à Dakar. Une journaliste du site Seneweb a été violemment interpellée et a dû être hospi-

talisée suite à un malaise. Un autre journaliste du journal Enquête a été frappé à la mâchoire, et le siège de la télévision privée Walf TV a été visé par des gaz lacrymogènes. Il est important de souligner que la licence de cette chaîne de télévision avait récemment été retirée par les autorités.

Face à cette situation, certains candidats à la présidentielle, tels que Thierno Alassane Sall, ont appelé les Sénégalais à passer de l'indignation sur les réseaux sociaux à une réelle mobilisation.

Il est essentiel de souligner que cette mobilisation à travers tout le pays est la première manifestation d'une telle ampleur depuis le report de l'élection présidentielle, initialement prévue pour le 25 février. Ce report a plongé le pays dans une pé-

riode d'incertitude politique.

La crise politique actuelle au Sénégal nécessite une attention particulière, tant au niveau national qu'international. Il est important que toutes les parties concernées engagent un dialogue constructif afin de trouver une solution pacifique et durable à cette crise, en préservant la sécurité et le bien-être de la population. La situation politique actuelle au Sénégal est marquée par des tensions et des protestations suite au report de l'élection présidentielle. L'imam Ahmed Dame Ndiaye de la mosquée Masjidounour de Dakar a exprimé son mécontentement lors de la grande prière du vendredi, soulignant que même le président peut commettre des erreurs et qu'il est de notre devoir de lui dire la vérité. Il a également déploré la destruction de la société en cours.

Les professeurs ont également exprimé leur mécontentement en organisant des débrayages dans les écoles. Des centaines d'étudiants du lycée Blaise Diagne de Dakar ont quitté leurs cours en signe de protestation. Certains manifestants af-

firmement ne plus avoir d'espoir pour la démocratie dans leur pays. Un professeur d'histoire-géographie syndiqué a déclaré que si le gouvernement persiste, d'autres actions seront entreprises.

Le report de l'élection présidentielle de 10 mois a suscité une indignation généralisée sur les réseaux sociaux. L'opposition dénonce un «coup d'État constitutionnel» et soupçonne des manœuvres visant à éviter la défaite du candidat du camp présidentiel ou à maintenir le président Sall au pouvoir pendant plusieurs années encore. Un collectif de 14 candidats de l'opposition a déposé un recours devant la Cour suprême.

Des manifestations ont été réprimées et de nombreuses personnes ont été arrêtées depuis l'annonce du report de l'élection. Des violences ont également été signalées, avec des personnes tuées lors de précédentes manifestations depuis 2021.

Le collectif Aar Sunu Election, qui prévoit une autre manifestation mardi, insiste sur sa volonté de

protester pacifiquement. Plusieurs candidats opposés au changement de calendrier ont exprimé leur souhait de converger avec la société civile.

Le président Sall a annoncé le report de l'élection présidentielle trois semaines seulement avant sa tenue initiale. L'Assemblée nationale a approuvé cet ajournement au 15 décembre, avec les voix du camp présidentiel et des partisans d'un candidat recalé, sous la protection des gendarmes. De plus, l'Assemblée a voté pour maintenir le président Sall au pouvoir jusqu'à la prise de fonctions de son successeur, probablement début 2025. Il avait précédemment annoncé son engagement à ne pas se représenter en 2023.

La situation politique reste tendue, avec des protestations, des recours déposés devant la Cour suprême et des appels à des manifestations pacifiques. Les différentes parties prenantes continuent de s'exprimer et de revendiquer leurs droits et leurs positions.

Ibrahim Sanogo



© JOHN WESSELS/AFP

Crise politique au Sénégal Bola Tinubu en visite à Dakar



Dans le but de résoudre la crise politique qui secoue actuellement le Sénégal, le président nigérian Bola Tinubu se rendra à Dakar pour rencontrer le président sénégalais Macky Sall. Cette visite d'une journée a pour objectif de persuader le président sénégalais de respecter le calendrier électoral établi par la CEDEAO. En effet, cette organisation régionale a récemment publié un communiqué appelant à une résolution pacifique de la crise.

Le président Tinubu est attendu à Dakar ce lundi et prévoit de passer la journée à discuter avec son homologue sénégalais. Selon des sources du *Western Post*, il exercera une pression sur Macky Sall afin de garantir le respect de la Constitution sénégalaise et d'éviter une crise prolongée dans le pays.

Depuis l'annonce du report de l'élection présidentielle, le Sénégal connaît une série de manifestations qui ont déjà entraîné la mort de trois

personnes. La situation actuelle préoccupe la CEDEAO, d'autant plus que le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont récemment exprimé leur intention de se retirer de cette organisation sous-régionale. Les dirigeants de la CEDEAO souhaitent éviter une crise supplémentaire dans l'un de leurs pays membres.

La visite du président nigérian Bola Tinubu à Dakar est considérée comme une mission commando par la CEDEAO. Son objectif principal est de convaincre Macky Sall de prendre des mesures pour résoudre la crise politique et d'éviter une détérioration de la situation. Tinubu jouit d'une certaine influence en tant que personnalité politique respectée dans la région, ce qui pourrait peser dans les discussions avec le président sénégalais.

La résolution de la crise politique au Sénégal revêt une importance capitale pour la stabilité de la région ouest-africaine. La CEDEAO et ses

dirigeants espèrent que la visite de Bola Tinubu permettra de trouver un compromis pacifique qui respecte la Constitution sénégalaise et répond aux préoccupations des parties impliquées. La situation reste tendue, mais les efforts diplomatiques et les pressions exercées par des personnalités régionales influentes comme Tinubu pourraient contribuer à une résolution favorable.

La visite de Bola Tinubu à Dakar dans le cadre de la crise politique au Sénégal témoigne de l'importance accordée par la CEDEAO à la résolution pacifique de cette crise. En tant que président nigérian respecté, Tinubu espère convaincre Macky Sall de respecter le calendrier électoral établi par l'organisation régionale, afin d'éviter une détérioration de la situation et de préserver la stabilité de la région. La résolution de cette crise politique est essentielle pour le Sénégal et pour la CEDEAO dans son ensemble.

Arouna Sidibé

Nid des Aigles : Éric Sékou Chelle, au-dessus de la mêlée ?



puté, sous sa houlette, 5 matchs supplémentaires pour un total de 19 rencontres, 12 victoires, 5 matchs nuls et 2 défaites. Avec 36 réalisations, l'équipe a encaissé 12 buts. Un tableau présentable aux yeux de nombreux observateurs du ballon rond malien qui ne voient pas d'inconvénient de le laisser continuer l'aventure avec les Aigles malgré une élimination cruelle de la CAN. « Certes la pilule de l'élimination a été dure à avaler, mais il faut comprendre après tout que ce n'est que du sport et du football. Nous avons fait nos observations et analyses après le match, maintenant l'heure est à la réflexion et personnellement je pense que celui qui est aujourd'hui à la tête de notre équipe nationale doit rester et continuer son travail. Il a déjà fixé les jalons, lui aussi il a beaucoup appris de cette compétition et de cette élimination », a déclaré Djibril Traoré. Pour l'un des doyens de la presse sportive malienne, « il faut le reconnaître il (Eric Sékou Chelle) a fait progresser cette équipe. C'est vrai je ne suis pas forcément d'accord avec tout ce qu'il fait ou tout ce qu'il entreprend mais le pays reste notre bien commun et on doit protéger ce pays et le faire progresser. Que chacun joue sa partition sans animosité et ça ira In Sha Allah. Les prochaines échéances sont très proches pour les Aigles et on n'a pas de temps à perdre ».

Pour sa première expérience de sélectionneur national, Eric Sékou Chelle établit un bilan mitigé. Bénéficiant des excuses de l'inexpérience du haut niveau pour ses premiers pas dans une compétition telle que la CAN, l'ancien défenseur des Aigles est bien parti pour rester à la tête de l'équipe nationale. En attendant les annonces officielles des autorités compétentes sur son avenir, un bon nombre d'observateurs prônent la continuité avec Eric

Sékou Chelle qui ne connaîtrait pas le même sort que certains de ses homologues (Algérie, Côte d'Ivoire, Tanzanie, etc.) débarqués en pleine CAN.

Ancien joueur de l'équipe nationale, Eric Sékou Chelle a été nommé à la tête des Aigles le 6 mai 2022. Avant la phase finale de la CAN, il présentait un bilan de 14 matchs pour 10 victoires, 3 matchs nuls et 1 défaite. À la CAN Côte d'Ivoire, les Aigles ont dis-

Abondant dans le même sens, Alassane Souleymane opte également pour la stabilité. Mais au-delà, l'ancien patron de la communication de la fédération fait des propositions notamment au niveau managérial pour éviter de revenir, à chaque fois, à la case départ. « Après cette CAN, encadrement et joueurs ne sont pas à blâmer ». Ils doivent être remis

au travail, remis à flot pour les futures échéances : éliminatoires du Mondial et de la CAN. Je le dis depuis bientôt vingt ans, depuis le début de ma carrière de journaliste, je disais qu'il fallait sortir de l'improvisation, du laxisme et donc de l'amateurisme dans le management du football. Vingt ans après, je ne pense pas que nous ayons fait de réels progrès et si c'est le cas, c'est infime », a-t-il dénoncé avant de rappeler que : « En 2004, nous avons joué une demi-finale de la CAN, chose que cette année nous ratons. Et pourtant, les mêmes problèmes demeurent. Au Mali, nous avons du mal à traverser le pont du management, de la gestion par projet, de la gestion du football axée sur les résultats. Cela implique de faire de la projection, de la prospective, de la gestion analytique multidimensionnelle. »

Après avoir dénoncé la gestion approximative, l'ancien candidat à la présidence de la Fédération estime que : « ministère et Femafoot se mettent ensemble pour sortir un projet sur papier avec des axes clairs et se projeter sur les cinq ans ou plus à venir. Que

voulons-nous pour notre football dans les 5 ou 10 prochaines années ? Première qualification au Mondial, premier trophée de la CAN à remporter, premiers trophées de Mondiaux Cadets et Juniors, premier titre olympique, un championnat professionnel, première participation d'un club en phase de groupes de la Ligue des champions, de vrais championnats cadets juniors, une vraie Direction technique nationale fournie en compétences humaines et en moyens techniques, etc. Ce sera à coup sûr le début de la performance planifiée, organisée et maîtrisée et donc des titres. Ne brûlons pas les étapes pour éviter de brûler les ailes de nos Aigles, Aiglons et Aiglonnets à chaque fois, avec juste des larmes pour se consoler. Notre football a tout pour briller et nous faire briller de bonheur. »

Quid du ministère et de la Femafoot ?

Après les remerciements de rou-

tine à l'issue de la fin de parcours des Aigles à la CAN, le ministère et la Fédération malienne de football n'ont pas encore officiellement évoqué le sort du sélectionneur. Toutefois, ils promettent des analyses approfondies de la participation du Mali à la compétition. En attendant des déclarations officielles, tout porte à croire qu'Eric Sékou Chelle va continuer. « Le ministre indique que la participation malienne sera profondément analysée en rapport avec la Femafoot et des enseignements techniques seront tirés pour mieux aborder les échéances futures », a fait savoir le secrétaire général du ministère des Sports, Amadou Diarra Yalcouyé. De son côté, la Femafoot, dans son communiqué de remerciements signé par le secrétaire général Sidi Bekaye Magassa, a « demandé aux joueurs et à l'encadrement de digérer la défaite et de se projeter vers l'avenir. »

A.C.

MALI TRIBUNE





Bélier (21 mars - 19 avril)

Attention à ne pas trop contester les décisions de votre hiérarchie. Si un esprit rebelle peut être séduisant, il n'a pas sa place au travail. Cette attitude pourrait vous nuire, voire vous valoir des réprimandes. Si vous n'êtes pas d'accord sur certains sujets, exprimez-vous avec calme, vous serez écouté et entendu. La véhémence ne séduit personne dans votre entourage professionnel. Travaillez votre communication, cela vaudra mieux.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez envie de changer d'univers professionnel. Prenez le temps de réfléchir à vos aspirations en les écrivant. Le fait de les mettre sur le papier pourrait vous aider à y voir plus clair et à choisir une orientation qui vous convient. Restez souple et ouvrez l'œil sur les possibilités qui s'offrent à vous. Il est peut-être temps de parcourir les offres d'emploi pour découvrir ce qui pourrait vous correspondre.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous vous laissez déstabiliser facilement par certaines critiques pas toujours fondées. Prenez de la hauteur et allez de l'avant quoi qu'il en soit. On ne peut pas plaire à tout le monde, c'est pour cela qu'il ne faut jamais se décourager et baisser les bras à la moindre remarque. Voyez aussi le bon côté des choses, et considérez plutôt chaque critique comme un élément stimulant qui vous aiderait à vous surpasser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous trouverez de l'aisance à communiquer avec vos pairs aujourd'hui. Votre éloquence naturelle et votre charisme rayonnent, ce qui vous offre une assurance accrue lors de vos échanges avec votre entourage au travail. Saisissez cette opportunité pour échanger des idées novatrices et pour renforcer vos liens avec vos collègues. Votre authenticité sera un atout majeur pour atteindre vos objectifs professionnels.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aujourd'hui vous pourriez ressentir une légère difficulté à exprimer pleinement votre pensée. Vous pourriez avoir du mal à retranscrire avec fidélité des idées pourtant vives dans votre esprit. Cela pourrait créer chez vous un sentiment de frustration. N'oubliez pas que ce n'est que passer. Vous pourriez peut-être privilégier d'autres moyens d'expression pour exprimer votre pensée. Vous pourriez découvrir de nouvelles facettes de votre personnalité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre énergie au travail est en baisse, et vous pourriez avoir du mal à vous concentrer. Des distractions et vos soucis personnels peuvent affecter votre productivité. Soyez méthodique pour régler les questions administratives ou matérielles, et débarrassez-vous de certaines tâches routinières qui peuvent vite être chronophages. Vous pourrez profiter du dynamisme de ceux qui vous entourent pour relever tous vos défis.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Depuis quelque temps, vous vous ennuyez au travail. Vous finalisez rapidement tout ce qu'on vous demande de faire, et vous vous retrouvez à vous tourner les pouces. Vous pourriez demander à votre hiérarchie de vous confier d'autres tâches, ou alors prêter main-forte à des collègues qui ont besoin d'aide. Sinon, profitez-en pour vous former et apprendre de nouvelles choses, à travers des blogs et des tutoriels par exemple. Internet est une vraie mine d'informations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre travail est irréprochable. Vous méritez les compliments de votre équipe. Une organisation méticuleuse vous permettra de continuer à atteindre vos objectifs. Classez vos projets et faites du tri dans vos affaires. Cette petite mise à jour est absolument nécessaire pour mettre au clair vos tâches quotidiennes. Vous vous sentirez nettement mieux après cette étape de classification de vos dossiers.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre journée sera marquée par une compétition accrue entre collègues. Cela n'est pas forcément négatif, la compétition peut renforcer l'esprit d'équipe. Vous pourriez collaborer plus étroitement pour atteindre des objectifs communs. Maintenez une éthique professionnelle exemplaire. Cette compétition ne doit pas entraîner des comportements déloyaux ou des conflits inutiles. Restez respectueux envers vos partenaires professionnels.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre travail acharné et votre détermination ont porté leurs fruits et une bonne nouvelle vous attend aujourd'hui. Vous êtes sur le point de récolter les récompenses de vos efforts, et votre mérite sera reconnu par vos supérieurs. Vous prendrez en charge des tâches plus importantes et aurez un impact plus significatif sur les projets de l'entreprise. Votre rôle au sein de l'organisation sera renforcé.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Gardez le cap, votre persévérance sera récompensée. Bon nombre de collaborateurs auraient baissé les bras devant la difficulté ou la durée des challenges à relever. Vous pouvez être fier de vous. Avoir un mental d'acier, savoir se remettre en question au bon moment, ce ne sont pas des étapes faciles au quotidien, mais cela permet de savourer encore plus lorsque les objectifs sont atteints. Alors, pour une fois, on se félicite !



Poisson (19 février - 21 mars)

Aujourd'hui, vous serez peut-être amené à remettre en question votre carrière et l'organisation de votre vie professionnelle. Cela peut entraîner des frustrations et perturber votre équilibre entre travail et vie personnelle, ainsi que la manière dont votre travail est structuré. Profitez de cette période d'introspection pour réévaluer vos objectifs et rechercher des moyens d'améliorer votre situation.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Commission de l'Organisation de la Justice à Bamako : Mamadou KASSOUCHE invite les acteurs de la justice à la pédagogie et à l'unité

1273 Malikilé



Kamena lève le voile !



Commission de finalisation du projet de Constitution : Le révisé

1274 Malikilé



Les enfants de Badalabougou servis



8ème édition de la Nuit de l'Entreprenariat : Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1275 Malikilé



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



Mad. Souma Bissane Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita

1276 Malikilé



La grosse arnaque !

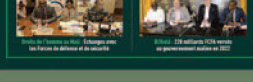


Gestion des fonds, l'aménagement et la protection des forêts et de la faune : La Vice-Ministre Générale dédicte 1.000.000.000 FCFA à l'irrigation des femmes

1277 Malikilé



242 filles et femmes installées



ANIS : Me Mostapha Cissé, l'homme de la situation

1278 Malikilé



De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



PROFESSEUR : Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

1279 Malikilé



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



Burkina Faso : Des élèves exposés à la querelle populaire

1280 Malikilé



Les travaux débute aujourd'hui !



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23